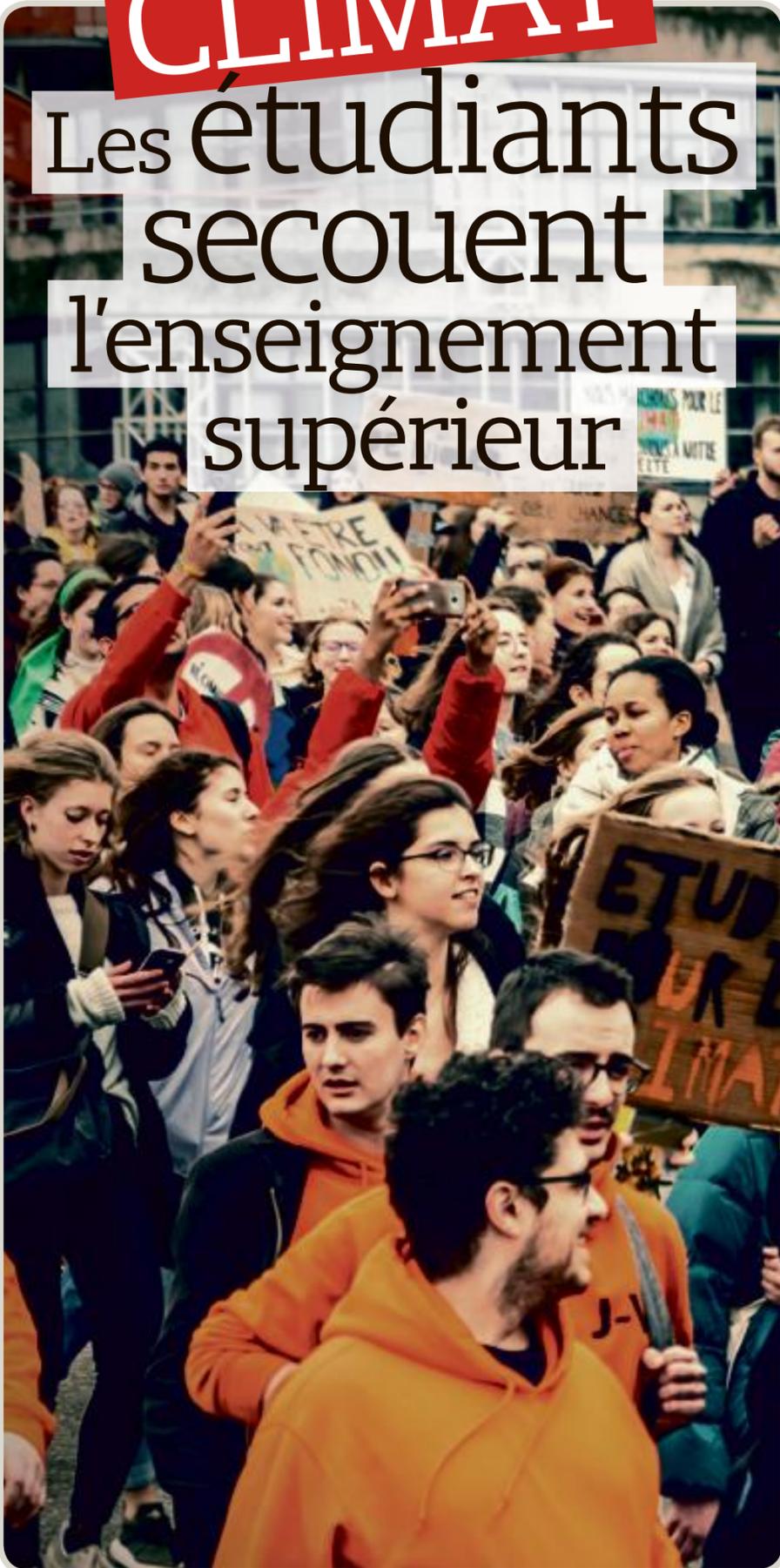




CLIMAT

Les étudiants secouent l'enseignement supérieur



Photos Shutterstock // Ines Clivio. Illustrations : Shutterstock

► Comment la mobilisation étudiante est en train de faire plier les grandes écoles

PP. 2-3

► Les associations écolo étudiantes, relais incontournables pour exercer la pression sur les administrations

► Les classements des écoles, un frein à la prise d'initiatives ?

PP. 6-7

Les valeurs écolo versus le marché de l'emploi

PP. 8-9

- Les débouchés sont à la hauteur des attentes des étudiants
- Ils se disent écolo mais donnent la priorité à leur carrière



Rencontre avec 7 dirigeants de grandes écoles

PP. 4-5



// AU PROGRAMME //

- Quelles réponses apporter aux revendications de leurs étudiants ?
- Le procès en inaction qui leur est fait est-il justifié ?
- La nouvelle génération et la quête de sens : comment éviter les vagues de reconversion ?

L'ÉDITO de Julia Lemarchand

Place aux climato-actifs !

“ Traque aux lumières non éteintes après les cours, aux gobelets en plastique, au gâchis alimentaire, aux voyages en avion des profs... « Les étudiants nous confrontent au quotidien. » Un constat unanime des présidents et présidentes d'école, invités récemment aux « Echos » (pp. 4-5). Tous reconnaissent être pris de court par des jeunes de plus en plus nombreux à partager le sentiment que leur établissement ne semble pas à la hauteur de l'urgence climatique et, surtout, ne les prépare pas suffisamment à relever les défis du XXI^e siècle. Car c'est bien cette génération qui est en première ligne pour affronter les bouleversements climatiques, sources d'une « éco-anxiété » grandissante. Elle est à l'origine d'une mobilisation totalement inédite par son ampleur et sa

durée qui prend la forme de manifestations teintées de désobéissance civile, ou de grèves scolaires mondiales pour le climat qui ont régulièrement réuni des millions de jeunes sur tous les continents depuis plus d'un an. Plus que des lanceurs d'alerte, ces jeunes sont aussi des acteurs du changement. Toutes sortes d'initiatives sont menées sur le terrain (pp. 2-3) : les Assises nationales étudiantes du développement durable par les étudiants de Toulouse Business School, la première COP Etudiante par une étudiante et une professeure de Skema ou encore des outils développés par les étudiants du Manifeste de septembre 2018 pour accélérer la conversion écologique des universités et des entreprises. Une impulsion « bottom-up », c'est formidable et nécessaire, mais chercher un nouveau

modèle économique plus durable, à la fois vivable, viable et équitable, exige un leadership des établissements d'enseignement supérieur français. Ce qui suppose une stratégie déployée par des professionnels formés qui doit être communiquée, mesurée et audité, démontrent les Green University Networks de l'ONU Environnement dans leur rapport « boîte à outils » édité... en 2013. Le temps presse, la stratégie des petits pas ne suffit plus. C'est une méthode holistique qui doit désormais s'imposer, à l'instar de l'approche défendue par le Campus de la Transition, qui vient d'ouvrir ses portes à Forges, en Seine-et-Marne. Un laboratoire de recherche et d'enseignement innovant qui rappelle combien l'interdisciplinarité et l'expérimentation sont clefs pour accélérer la transition écologique dans nos universités et nos écoles.





Comment les étudiants ont fait monter la pression sur leurs écoles

Florent Vaïret

Une rentrée 2019 qui décoiffe. L'urgence climatique a échauffé les esprits et semble avoir stimulé la créativité littéraire. Les tribunes ont fleuri un peu partout dans les médias. C'est le trio Conférence des grandes écoles, Conférence des présidents d'université et Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs qui a ouvert le bal dès juillet dernier. Elles signaient un texte pour s'engager à contribuer à la réalisation des 17 objectifs de développement durable définis par l'ONU. Le 15 septembre, c'est The Shift Project, un think tank qui promeut les sujets de transition énergétique et de climat, qui a rassemblé 160 dirigeants d'établissement et 1.200 enseignants-chercheurs autour d'un engagement : « Agir [...] dans les amphis et les établissements » et former tous les étudiants aux enjeux climatiques et écologiques. Deux jours plus tard, rebelote : un collectif de représentants des organisations étudiantes, scientifiques et des dirigeants de l'enseignement supérieur publiait un texte qui appelait les universités et grandes écoles à intégrer l'urgence climatique dans leur stratégie.

« Le compte n'y est pas »

Ouf. Le monde de l'enseignement supérieur ne sait plus comment crier qu'il est conscient de l'urgence climatique. Une inflation de déclarations et d'engagements qui n'aurait probablement pas lieu si un groupe d'étudiants n'avait pas sonné le tocsin, en septembre 2018, avec le Manifeste pour un réveil écologique. Initiative inédite, 31.000 étudiants d'universités et de grandes écoles ont signé ce texte appelant au sursaut. L'interpellation s'adressait en premier lieu aux employeurs : « Proposez-nous des jobs qui sont en accord avec nos valeurs écologiques », disaient-ils en substance. Ils appelaient aussi à sortir du modèle économique actuel, un changement de paradigme dont l'enseignement supérieur devait être le fer de lance. Les grandes écoles françaises ont eu le tournis quand elles ont découvert les chiffres des signataires : 301 étudiants de Sciences Po, 509 d'HEC, 645 de Polytechnique, 853 à AgroParisTech, soit 37% des effectifs de cette dernière ! En octobre 2018, nous interrogeons Romain, étudiant à Centrale Nantes, et son constat était amer : « Malgré les cours de RSE et une commission du développement durable, le compte n'y est pas. » Et d'ajouter : « Avec le Manifeste, les étudiants peuvent désormais aller taper à la porte des directions d'école pour exiger qu'une nouvelle place soit donnée à l'environnement. »

Cette prise de conscience accrue s'inscrit dans le sillage de la démission du gouvernement de Nicolas Hulot. S'en suivent alors les premières marches d'ampleur pour le climat fin 2018. Une grande partie de la jeunesse se mobilise, à la fois dans la rue et sur les réseaux sociaux, prenant de court responsables politiques, parents



ANALYSE // Après le Manifeste pour un réveil écologique publié l'an dernier, les étudiants obligent aujourd'hui universités et grandes écoles à prendre en considération la question écologique. Des outils sont désormais à disposition pour mettre la pression sur chaque établissement.



et responsables de l'enseignement supérieur. Greta Thunberg (et son #FridaysforFuture) devient le symbole médiatique de cette jeunesse vent debout contre le modèle économique en place. Bien que moquées, ses grèves scolaires font des émules : les étudiants du monde entier organisent durant quatre vendredis de 2019 des manifestations. Le 15 février 2019, ils sont environ 200 à se réunir devant le ministère de la Transition écologique et solidaire à Paris. Le 15 mars, 168.000 marchent dans plus de 200 villes en France. Les étudiants réussissent à inscrire l'urgence climatique à l'agenda du gouvernement auquel ils reprochent l'inaction, le tout dans un contexte de campagne électorale pour les Européennes, qui voit Europe Ecologie - Les Verts arriver en tête chez les jeunes électeurs. Les étudiants du Manifeste réussissent même à se faire une place aux dernières universités d'été du Medef, où ils rencontrent en coulisse Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, avant de délivrer un discours grinçant sur la scène

principale, face à un parterre de patrons français. Fait inédit, la ministre a recruté le mois dernier, une conseillère chargée de l'engagement écologique.

Les rentrées des écoles, autrefois orientées business, se sont mises au vert.

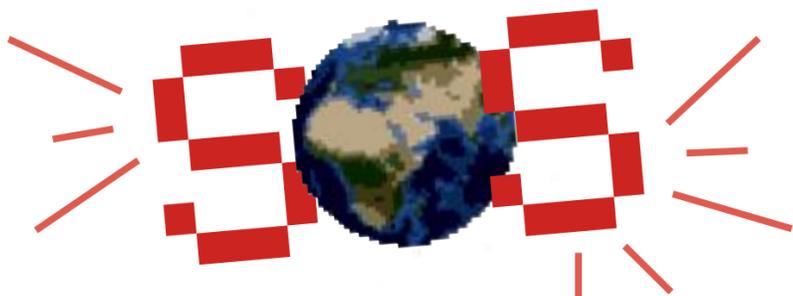
Mais la pression s'exerce surtout au niveau des écoles – que ces étudiants accusent de ne pas préparer aux enjeux actuels. Une étude de The Shift Project publiée en mars dernier vient appuyer leurs reproches : 76% des formations ne proposeraient aucun cours abordant les enjeux climat-énergie et, dans les 24% de formations restantes, moins de la moitié auraient au moins un cours obligatoire. « Le business as usual ne peut plus durer », estime Yoann, étudiant en dernière année à l'ESCP Europe et gréviste le vendredi 20 septembre 2019. « Comment peut-on encore enseigner la finance en

prenant simplement en compte des critères économiques ? C'est complètement absurde. Enseignons plutôt la résilience pour comprendre comment s'adapter aux changements à venir. » Un ras-le-bol constaté par nombre de directeurs d'établissement qui le restituent plus pudiquement. « En quelques promotions, la sensibilité des étudiants aux questions de climat est devenue très importante. Cela nous enjoint à aller plus loin dans l'offre de cours », remarque Marc Mézard, directeur général de l'ENS Paris. A Polytechnique, on constate le même engouement. « Il y a cinq ans, environ 10 étudiants étaient en liste d'attente pour intégrer le corps des ingénieurs des eaux et des forêts. Ils sont aujourd'hui 200 », souligne Yves Demay, ancien directeur général de l'école d'ingénieurs.

Les écoles plaident non coupable

Le législateur aussi se saisit du sujet. Le 25 septembre dernier, 80 députés déposent une proposition de loi pour généraliser l'enseignement des enjeux liés à la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et aux changements climatiques. Patatra. Il n'en faut pas moins pour mettre en rogne les universités. Six d'entre elles, dont Dauphine, Sorbonne Université et Paris-Saclay, dégagent une – nouvelle – tribune pour rappeler leur liberté académique, tout en réfutant le chiffre de 76% de formations exemptes de la problématique climatique du Shift Project. « Attention, l'objectif n'est pas de modifier les contenus, explique Delphine Batho, coauteure de la proposition de loi, mais d'ajouter aux différentes missions confiées à l'enseignement supérieur la transmission des savoirs concernant les enjeux climatiques et écologiques. » Une proposition de loi soutenue par le Manifeste pour un réveil écologique.

Côté écoles et universités, on martèle qu'on est conscient de l'urgence écologique et des nouvelles aspirations. « Les étudiants nous reprochent de pas faire assez, de ne pas aller assez vite, mais tout n'est pas si facile à mettre en œuvre, témoigne Patrice Houdayer, directeur adjoint de Skema Business School, lors d'une réunion de directeurs de grandes écoles organisée par « Les Echos START » en septembre dernier (pp. 4-5). On leur dit de regarder déjà tout ce qui a été mis en œuvre ! » Il est vrai que depuis que le Manifeste a déclenché les hostilités, les établissements accélèrent le mouvement. Des diplômés en lien avec le développement durable sont rapidement mis sur pied pour répondre à la demande (lire encadré p. 5). Grenoble Ecole de Management a créé en mars dernier, sans qu'aucune plaquette n'ait le temps d'être conçue (sacrilège !), un master 2 Innovation pour une transition durable. Depuis septembre, 28 étudiants sont formés à devenir « des gestionnaires d'entreprises durables, et non pas des gestionnaires de la durabilité », nous précise-t-on. Cette année est aussi l'occasion de rafraîchir les traditionnelles rentrées d'école de commerce. Si on a longtemps vu le



Ils sont très exigeants et ont une hantise : le **greenwashing**. Et ils ne perdent pas une occasion de se faire entendre. »

DELPHINE MANCEAU, DIRECTRICE DE NEOMA

« business » mis au cœur des activités d'intégration, via des « serious games » en groupe ou des ateliers d'innovation créative, nombre de rentrées sont cette fois placées sous le signe du climat. L'Edhec a par exemple proposé une journée de sensibilisation à l'urgence climatique à ses 700 nouveaux étudiants avec la réalisation d'une fresque du climat pour comprendre le mécanisme du réchauffement, mais aussi des tables rondes, de nouveaux cours obligatoires sur le changement climatique et la finance verte, et d'une spécialité développement durable. HEC a, pour sa part, envoyé tous ses étudiants de première année en séminaire pour réfléchir au sens à donner à leur future carrière. Une partie s'est rendue à Chamonix pour, entre autres, constater les dégâts du réchauffement climatique. Les écoles ont dû aussi revoir leur fonctionnement interne pour tenter de convaincre les étudiants de leur bonne foi. « Ils nous confrontent à nos pratiques : consommation d'électricité, voyages en avion, gestion du surplus alimentaire... », témoigne Delphine Manceau, directrice de Neoma. Cette école de commerce a par exemple mis en place un service de covoiturage et a mandaté les étudiants pour qu'ils dressent le bilan carbone des différents campus. « Ils sont très exigeants et ont une hantise : le greenwashing, reconnaît la directrice. Et ils ne perdent pas une occasion de se faire entendre. »

nous n'avons pas encore tous les outils nécessaires pour évoluer », explique Laurent Champany, directeur des Arts et Métiers et vice-président de la Conférence des grandes écoles. Les écoles demandent des moyens mais aussi des marges de manœuvre supplémentaires vis-à-vis de l'Etat pour adapter leurs programmes. Mais les étudiants ne veulent pas attendre que la machine se mette en marche, ils s'organisent par eux-mêmes. Le 5 et 6 octobre dernier, s'est tenue la première COP étudiante. 1.800 étudiants venus de toute la France ont débattu de l'utilité de la consommation, de l'importance de l'éducation dans l'atteinte des objectifs de développement durables (ODD) des Nations unies ou encore du rôle des médias dans la transition écologique. Au sein des écoles,

des actions sont menées par les étudiants. Le Noise, créé en 2011, fédère 500 étudiants dans 10 écoles françaises pour leur permettre de s'engager pour le climat ou dans des actions sociales. Par exemple, ils ont récemment convaincu l'ECE Paris, école d'ingénieurs, d'installer sur son toit un potager urbain. Autre initiative : le Forum Génération Changement. Face au peu d'entreprises sociales et solidaires présentes sur les forums carrières des écoles, le Noise a créé cet événement et sélectionne chaque année des entreprises et des associations en lien avec la préservation de la planète et les nouveaux modes de travail. « Une attention particulière est portée sur les valeurs éthiques et environnementales de celles souhaitant y participer », insiste Julien Elkhiati, l'un des responsables. Car là est bien une des

difficultés majeures : réussir à confronter le discours des institutions et entreprises avec la réalité de leurs actions. Où et comment trouver le rapport RSE ? Comment obtenir une information non biaisée de la part de l'entreprise ? Le collectif des étudiants du Manifeste a mis en ligne cette semaine une série d'outils à destination des étudiants pour les aider à décrypter la stratégie RSE des entreprises, et tenter de débusquer des tentatives de greenwashing. Leur guide contient aussi un volet enseignement supérieur. L'objectif : comment faire bouger les lignes au sein de son école, de la création d'un groupe à des modèles de mails à envoyer à l'administration. Les étudiants sont aussi invités à déposer leur retour d'expériences pour inciter les autres à agir. ■



À SAVOIR
Le 21 novembre de 14 h à 21 h, au CESE, l'association des anciens élèves de Polytechnique et HEC alumni organisent un colloque sur le thème : « Engagement sociétal et carrière : conciliation ou utopie ? » (entrée payante). Trois questionnements au programme des tables rondes : Qu'est-ce que réussir aujourd'hui ? Que puis-je faire en tant qu'individu ? Quel rôle pour la responsabilité sociale et environnementale des entreprises face aux défis XXI^e siècle ?

Les étudiants créent leur propre forum emploi, avec des entreprises sociales et solidaires.

« Nous ne sommes pas assez sensibilisés ! », martèlent encore récemment les étudiants du Manifeste dans un tweet en réponse à la tribune des six présidents d'université rejetant l'utilité d'une loi. Preuve en est selon eux : 36 % des 18-24 ans sont encore climato-sceptiques, selon un sondage OpinionWay réalisé en mars 2019.

Les étudiants contournent les écoles

Les écoles n'iraient pas assez loin ? Ils ne sont pas seuls à formuler ce grief. En octobre dernier, 27 universitaires et professeurs d'écoles de commerce signent une nouvelle tribune dans le journal « Le Monde ». Ils estiment que la communication verte des grandes écoles masque mal le maintien de l'enseignement de la gestion traditionnelle des entreprises. « Les contenus liés à la question écologique ou climatique viennent le plus souvent se superposer à des programmes "business as usual", ou nourrir un diagnostic très général. » Et d'ajouter : « Les business schools ont une faculté naturelle à détourner tout ce qui pourrait contraindre le déploiement des affaires économiques : faire de l'éthique une "éthique des affaires" ; faire de la pauvreté dans le monde un secteur d'"opportunités" pour l'entrepreneuriat social. » De leur côté, et malgré ces griefs, les établissements jurent la main sur le cœur qu'ils font leur maximum pour répondre aux attentes. « Il faut leur faire comprendre que nos organisations sont complexes et que

Le chiffre

84%

DES ÉTUDIANTS EN 1^{RE} ANNÉE D'AUDENCIA souhaitent intégrer les enjeux de responsabilité sociale des entreprises et de développement durable dans leur scolarité, 90 % dans leur carrière.



Accéder aux meilleures écoles de management

- Une seule journée d'épreuves écrites : 8 avril 2020
- Un large choix de 17 programmes post-bac visés dans 14 écoles de management
- Des outils d'entraînement officiels pour se familiariser aux épreuves écrites

www.concours-sesame.net



« Les étudiants nous poussent mais prend du temps »

LÉON LAULUSA
ESCP EUROPE

INTERVIEW // « Les Echos START » ont réuni sept directeurs et directrices de grandes écoles pour mesurer la prise de conscience écologique des étudiants mais aussi pour tenter de comprendre la leur, régulièrement jugée par ces mêmes étudiants en deçà des défis posés par la crise climatique.

Propos recueillis par Florent Vairet
et Julia Lemarchand

Le 27 septembre dernier, nous recevions aux « Echos » Vincenzo Esposito Vinzi, directeur de l'Essec ; Delphine Manceau, directrice de Neoma ; José Milano, directeur de Kedge jusqu'en octobre 2019, désormais directeur général délégué Inseec U ; Laurent Champaney, directeur des Arts et Métiers ; Léon Laulusa, directeur adjoint de l'ESCP Europe ; Bénédicte Durand, directrice de la formation de Sciences Po Paris ; Patrice Houdayer, directeur adjoint de Skema. Nous les avons fait réagir au sujet de la mobilisation étudiante et les réponses qu'ils pouvaient y apporter.

Les jeunes, en général, et les étudiants, en particulier, sont de plus en plus mobilisés sur les questions écologiques. Dans vos écoles, quelle forme prend cet engagement ?

DELPHINE MANCEAU (NEOMA)

Il y a dix ans environ, on observait un fort engouement pour l'entrepreneuriat, et très vite,

c'est l'entreprenariat social et environnemental qui est devenu incontournable. Aujourd'hui, près d'un quart des associations étudiantes de l'école traitent de sujets liés à l'environnement ou à la diversité. De notre côté, dès les premiers cours, nous demandons aux étudiants de créer un projet d'entrepreneuriat social. Je considère ce changement comme une chance : il y a une nouvelle génération qui veut transformer la planète et on doit les former pour qu'ils y arrivent.

VINCENZO ESPOSITO VINZI (ESSEC)

L'engagement sociétal des étudiants n'est pas quelque chose de nouveau. Ce qui est nouveau, c'est le volume : désormais, presque tous nos étudiants se disent concernés. Nous faisons donc en sorte que ces questions écologiques irriguent l'ensemble des cours.

PATRICE HOUDAYER (SKEMA)

De plus en plus d'étudiants veulent laisser une marque, avoir un impact sur la société, et plus seulement mener une carrière bénéfique uniquement pour eux-mêmes. Ils sont même nombreux à remettre en question le modèle néo-classique enseigné dans les écoles.

BÉNÉDICTE DURAND (SCIENCES PO)

On assiste nous aussi à une montée en puissance des associations environnementales, parfois plus militantes qu'auparavant. Les étudiants sont toujours dans l'action, ils créent une énergie, une atmosphère de mobilisation générale. Cette appétence se structure au détriment des engagements traditionnels, notamment dans les partis politiques.

Leur prise de conscience s'accompagne d'une demande d'exemplarité de votre part. Vous ne vous sentez pas pris de court ?

LAURENT CHAMPANEY (ARTS ET MÉTIERS)

Parfois oui, surtout lorsqu'on a des étudiants qui s'affirment énormément. Ceux-là ont d'ailleurs souvent déjà changé leurs modes de vie avant l'entrée à l'école et attendent, par conséquent, que nous changions aussi la façon de vivre dans l'école. Certains refusent carrément des comportements ancrés dans nos modes de vie. On voit par exemple des étudiants qui disent : je ne veux pas prendre l'avion ou je ne veux pas partir en mobilité internationale et je veux vivre de façon économe.



VINCENZO
ESPOSITO
VINZI
ESSEC



FORMATION CONTINUE

Executive MBA

Rentrée mars et octobre 2020

Programme en français sur 13 mois pendant 39 semaines (jeudi, vendredi et samedi).

- Apprendre les fondamentaux de la gestion et du management.
- Se spécialiser parmi 3 champs d'expertise : l'innovation et l'entrepreneuriat, le management sportif et le management dans le secteur du luxe.

#ProudtobeEDC

edcparis.edu



L'ESPRIT
D'ENTREPRENDRE
depuis sa création en 1950

changer de paradigme



BÉNÉDICTE DURAND
SCIENCES PO PARIS



JOSÉ MILANO
EX-KEDGE,
INSEEC



DELPHINE MANCEAU
NEOMA



LAURENT CHAMPANEY
ARTS
ET MÉTIERS



PATRICE HOUDAYER
SKEMA

JOSÉ MILANO (EX-KEDGE)
Les entreprises recherchent avant tout des compétences d'adaptabilité. Intégrer ces formations à l'ensemble des enseignements de manière interdisciplinaire est une action plus diffuse et moins donc visible par les étudiants.

Ils vous disent que vous n'allez pas assez vite dans cette transformation. Que leur répondez-vous ?

DELPHINE MANCEAU (NEOMA)
Dans cette mobilisation, il y a tout de même un côté « Y'a qu'à, faut qu'on »... L'interdisciplinarité qu'on vient d'évoquer n'est pas si facile à mettre en œuvre. Intégrer la finance responsable dans un cours de finance, on sait faire. Faire de l'interdisciplinarité, c'est autre chose. Rappelons que nos contenus pédagogiques découlent en grande partie de la recherche. Or, elle est encore très structurée par discipline. Dans nos cours, on essaie de leur montrer que la transition écologique n'est pas aussi simple qu'ils pourraient le penser. Ils apprécient d'ailleurs quand on leur montre la complexité de ces sujets. N'oublions pas non plus qu'ils ne sont pas au courant de toutes les mesures prises, surtout qu'il n'est pas simple de communiquer quand règne un soupçon très fort de greenwashing.

BÉNÉDICTE DURAND (SCIENCES PO)
A Sciences Po, nous avons volontairement choisi de prendre le temps. Nous avons demandé à Bruno Latour [sociologue, anthropologue et philosophe, professeur associé à Sciences Po, NDLR] et à une commission d'experts, d'enseignants et d'acteurs associatifs, de nous aider à réfléchir à la manière d'enseigner la durabilité de façon transversale, au-delà des visées d'insertions professionnelles extrêmement spécialisées. Pour répondre à ce défi quasi anthropologique, nous mobilisons aussi bien la finance, la philosophie, l'histoire, l'économie... et oui, nous avons besoin de temps.

LAURENT CHAMPANEY (ARTS ET MÉTIERS)
Les étudiants nous reprochent de ne pas aller assez vite mais n'oublions pas que notre rôle en tant qu'école est de faire le lien avec les employeurs. Aujourd'hui, on commence à observer une inadéquation entre des entreprises qui cherchent à recruter des jeunes pour les aider à évoluer et des jeunes qui ne veulent plus y aller. Une partie des étudiants font par exemple une croix sur la sidérurgie... alors que c'est un secteur qui offre de bonnes conditions de travail.

JOSÉ MILANO (EX-KEDGE)
Les étudiants nous confrontent au quotidien. Par exemple, des étudiants se plaignent parce que des profs n'enseignent pas les lumières. Et au-delà du fonctionnement des campus, ils nous incitent fortement à adapter nos contenus pédagogiques en fonction de leurs nouvelles aspirations.

C'est sans doute là le principal point de rupture : ils veulent que vous changiez les programmes...

LÉON LAULUSA (ESCP)
En effet, les étudiants nous disent que la sensibilisation ne suffit plus, il faut désormais changer l'enseignement. Il y a une dizaine d'années, on a tous lancé des spécialités RSE (responsabilité sociale et environnementale) ou développement durable, maintenant ils demandent que ces cours soient obligatoires pour tous, que l'écologie soit transdisciplinaire.

VINCENZO ESPOSITO VINZI (ESSEC)
Les écoles ne peuvent pas former uniquement des experts environnementaux car les entreprises ne demandent pas cela. Les banques, par exemple, recherchent surtout des jeunes diplômés bien formés pour les différents métiers, néanmoins elles apprécient qu'ils aient intégré les dimensions environnementales dans leur apprentissage, comme la finance responsable. Nous sommes donc en train de faire évoluer tous les cours fondamentaux en fonction de ces nouveaux enjeux.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LES INITIATIVES PROENVIRONNEMENT SE MULTIPLIENT

Tour d'horizon, non exhaustif, des actions menées par huit établissements d'enseignement supérieur, en matière de formation mais aussi d'empreinte écologique des campus.

AUDENCIA
► Transformation progressive des cours pour les aligner sur les objectifs de la COP21. Les premiers cours modifiés sont ceux d'économie et d'introduction au marketing.
► Pour les étudiants de MBA, introduction d'un cours sur les modèles économiques alternatifs (aspects positifs et négatifs). Objectif : montrer les limites de l'économie conventionnelle face aux défis sociaux et environnementaux.

UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY DE MONTPELLIER
► Augmentation de la part de l'électricité consommée produite de façon durable, passant de 50 % en 2016 à 70 % actuellement. Le campus a d'ailleurs reçu cette année le label DD&RS, Développement durable et responsabilité sociétale.

GRENOBLE ÉCOLE DE MANAGEMENT
► Intégration d'étudiants au sein de son comité de pilotage RSE. Ce dernier travaille sur les thèmes suivants : ancrage territorial, achats responsables, diversité, mobilité, pédagogie & recherche et zéro déchet.
► Arrêt de la distribution de goodies aux membres des jurys du concours d'entrée. La somme de 5.600 euros ainsi économisée a été répartie entre trois associations éco-responsables locales.
► Distribution à tous les étudiants d'un livre recensant des recettes économiques à réaliser avec aliments de saison et une sélection de magasins et de marchés locaux de Grenoble qui prônent des circuits courts de distribution.

LÉON LAULUSA (ESCP)
Changer de paradigme prend du temps. La croissance n'est pas infinie, et on doit réfléchir à un nouveau modèle de développement. Nous devons le coconstruire avec les étudiants, mais aussi les entreprises et l'Etat.

Derrière la remise en question du modèle, on retrouve un besoin de sens sans doute plus accru chez cette nouvelle génération. Comment une grande école peut-elle les accompagner sur ce point ?

VINCENZO ESPOSITO VINZI (ESSEC)
Un événement spécifique ne suffit pas répondre à cette demande. Toute activité au sein de l'école doit être orientée vers la quête de sens, que ce soit un engagement citoyen, une expérience de terrain ou un modèle pédagogique axé sur les savoir-être.

LÉON LAULUSA (ESCP)
A l'ESCP, nous allons par exemple leur organiser des conférences sur la méditation. Des grands maîtres chinois et indiens vont leur apprendre à prendre le recul nécessaire sur leurs aspirations. Cet exercice leur sera aussi très utile quand ils seront en responsabilités pour prendre des décisions.

Comment expliquez-vous la vague de reconversions observée chez vos diplômés après seulement quelques années d'expérience professionnelle ?

DELPHINE MANCEAU (NEOMA)
Le mot de reconversion n'est plus adapté.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE
► Lancement cette année d'un certificat développement durable pour tous les étudiants, qui sera reconnu comme une formation spécifique.

INSTITUT POLYTECHNIQUE DE PARIS (regroupant l'École polytechnique, l'Ensta ParisTech, l'Ensaie ParisTech, Télécom ParisTech et Télécom SudParis) :
► Création d'Energy4Climate, un centre pluridisciplinaire de recherche commun portant sur la transition énergétique. Le programme offrira un parcours international pour former en cinq ans « des leaders des énergies de demain » à travers plusieurs parcours autour de l'ingénierie, de l'entrepreneuriat et un PhD Track.

L'EDHEC BUSINESS SCHOOL
► Lancement pour les étudiants de dernière année d'une spécialisation Master of Science in Global & Sustainable Business, pour former aux enjeux de soutenabilité et responsabilité sociale des entreprises.

UNIVERSITÉ DE PARIS NANTERRE
► Installation sur le campus d'un potager partagé, d'une ruche pédagogique et d'une aire de compostage. Plus aucun produit chimique n'est utilisé dans l'entretien des espaces verts. On peut également voir des moutons qui pâturent librement, laissant des excréments qui enrichissent la terre du campus (également labellisé DD&RS)

UNIVERSITÉ DE PARIS SACLAY
► Lancement d'un groupe de travail interdisciplinaire réunissant experts et enseignants-chercheurs pour identifier un socle commun de connaissances sur la question climat-énergie et établir un module obligatoire d'une dizaine d'heures qui devra être suivi par les étudiants de toutes les écoles de Paris-Saclay.

Désormais, ils se reconvertissent tous les quatre ans. Les jeunes ont un parcours de vie qui ressemble à une suite d'aventures, où l'on apprend constamment.

PATRICE HOUDAYER (SKEMA)
Il y a une déconstruction complète de leur carrière. Si le sens n'y est pas, certains diplômés quittent une entreprise après six mois ou un an, sans même avoir trouvé le job d'après. C'est un changement profond et les entreprises nous disent qu'elles ne savent pas toujours comment gérer cette quête de sens perpétuelle.

BÉNÉDICTE DURAND (SCIENCES PO)
Je souhaite rappeler ici un chiffre. Nous avons mesuré sur la promotion 2016 leur niveau de bien-être au travail : 87 % se déclarent heureux. Il ne faut donc pas exagérer le malaise de nos jeunes diplômés. Néanmoins, il est clair que cette génération n'est pas décidée à tout donner à sa vie professionnelle.

LAURENT CHAMPANEY (ARTS ET MÉTIERS)
Et ça, toutes les entreprises ne le comprennent pas... Certaines sont même à la ramasse !

LÉON LAULUSA (ESCP)
Je crois qu'il faut réenchanter l'entreprise. S'il est passionné, un étudiant pourra travailler beaucoup. Il a besoin d'être challengé et de comprendre pourquoi il fait son job. De son côté, l'entreprise doit expliquer, valoriser la contribution du jeune diplômé à l'ensemble de l'édifice. ■

Le chiffre

11%

DES FORMATIONS
des établissements français du supérieur abordent les enjeux climat-énergie de manière obligatoire, selon un rapport du Shift Project, un think tank consacré à la transition écologique.



NOUS REVALORISONS DES ORDIS POUR FORMER DES ÉLÈVES AU NUMÉRIQUE

Rémy et ses camarades étudiants au CESI Ecole d'ingénieurs à Arras récupèrent du matériel informatique pour équiper des écoles primaires. Objectif : booster la - future - employabilité des plus jeunes avec des compétences en numérique très recherchées sur le marché du travail

J'ai créé l'association ITeach en octobre 2018 en partenariat avec Alexandre, un autre élève ingénieur de CESI. On est parti d'un constat simple : il manque des compétences informatiques sur le marché du travail. Il est donc nécessaire de former les personnes le plus tôt possible pour que les bases soient bien assimilées et ainsi susciter des vocations. Un de nos professeurs nous a mis en contact avec le directeur d'une école primaire qui voulait créer une salle informatique sur la base d'objets récupérés. Nous avons utilisé notre journée par semaine dédiée à la vie associative pour nous consacrer à ITeach. En sondant d'autres écoles, nous avons vu qu'il y avait une vraie demande. En plus de créer des salles informatiques dans des écoles à l'aide de

matériel récupéré, nous avons décidé de donner des cours et d'animer des ateliers de mise à niveau (bureautique, partage de données...). Nous avons été soutenus par notre école, qui nous a donné du matériel dont 14 postes informatiques pour nous lancer. Nous avons démarré cette expérience à deux, nous sommes désormais 15 bénévoles, tous en spécialité informatique. A ce jour, plus de 130 élèves de primaire ont bénéficié de nos services, sans compter nos interventions lors de différents événements locaux. Le dernier en date la Fête de la science à Arras, début octobre, où ITeach a fait découvrir à des jeunes (et moins jeunes) la programmation d'un petit robot. Nous menons aussi des ateliers d'apprentissage au numérique au Cameroun. En juillet dernier, nous nous y sommes rendus avec une dizaine d'ordinateurs revalorisés par nos bénévoles. Aujourd'hui, la taille de l'association nous pousse à chercher un local plus grand en partenariat avec la mairie d'Arras. L'engouement est tel que nous réfléchissons à proposer des certifications destinées aux demandeurs d'emploi. »

Les classements, une qui se fait attendre

DÉCRYPTAGE // Intégrer des critères environnementaux dans les palmarès pourrait inciter les établissements à verdir leur campus et le contenu de leur programme. Et ça tombe bien, les éditeurs de classements commencent à bouger... doucement.

Adrian de San Isidoro

Et si un jour, HEC ou Polytechnique perdaient leur place de numéro un dans les classements tricolores des grandes écoles... à cause d'une conversion écologique tardive ? Un scénario encore improbable en France, qui pourrait advenir avec la considération émergente du critère environnemental dans les palmarès. Précurseur, le titre britannique « Times Higher Education » a déjà lancé cette année son premier University Impact Rankings 2019, reprenant 11 des 17 objectifs de développement durable fixés par l'ONU comme critères de classement des universités. Résultat : l'université d'Auckland (Nouvelle-Zélande), plutôt méconnue, arrive en première position ! « Si on intégrait ne serait-ce qu'une donnée de développement durable dans le calcul global

Le chiffre

5

C'EST LE NOMBRE de classements des grandes écoles en France qui font référence («Challenges», «L'Etudiant», «Le Figaro», «Le Parisien», «Le Point»).

de la note dans nos classements, les cartes seraient certainement rebattues », avance Sophie de Tarlé, journaliste au « Figaro », qui copilote la réalisation des sélections académiques françaises. Elle poursuit : « Pour l'instant, les écoles assurent un service minimum en matière d'écologie, notamment parce que ce critère n'est pas considéré dans les palmarès. Mais s'il pèse dans la note finale, les établissements engageront des transformations. »

La prudence est de rigueur

Cette nouvelle grille de notation, « Le Figaro » y réfléchit pour son édition 2020 des écoles de commerce. « On aimerait permettre aux étudiants de mesurer l'engagement concret des établissements sur le plan écologique. Mais il est encore trop tôt pour que cette donnée impacte les notes des classements : cela avantagerait une toute

En 2019, les assos étudiantes pour le climat servent-elles à quelque chose ?

TENDANCE // Les « petites assos de bobos mangeurs de quinoa » ont bien changé. Désormais, toutes les écoles et les universités portent une oreille attentive à leurs revendications.

Ines Clivio

Dans mon association, nous étions quinze il y a trois ans. A la dernière réunion de cette année, on comptait plus de 100 participants », explique Julie Pasquet, membre de Gaïa, l'association écologique de Sciences Po Toulouse. Ils étaient deux membres actifs en 2018 dans l'association écolo des Mines ParisTech, ils sont désormais 15. Sur la même période, celle d'AgroParisTech est passée de 10 à 40 membres. Pour Julie, le constat est clair : « Il y a un vrai boom associatif en faveur de l'environnement. » Pourtant, tous ceux passés par une école se souviennent de la réputation qui était faite à ces associations : « Bastion des hippies du campus organisant quelques conférences par an », sourit Pierre, 27 ans, diplômé de l'ESCP Europe en 2015. « Aujourd'hui, on nous prend au sérieux », témoigne Chloé, responsable finance microcrédit du Noise (un réseau d'associations écolo implantées dans 10 écoles) de l'Emlyon Business School. Mieux, l'image du « moralisateur qui culpabilise ses copains de promo » est dépassée. Désormais, on peut être au BDE (bureau des élèves), l'association généralement la plus populaire, et en même temps engagé dans l'association écolo. « C'est bête, mais c'était encore invraisemblable il y a quelques années », assure Inès, secrétaire générale de l'association écolo de Mines ParisTech.

Fortes de cette nouvelle réputation, ces assos peuvent se faire entendre et l'écologie entrer ainsi peu à peu dans la vie de l'école. Il faut dire qu'on parlait de loin : en fin de soirée, on ne comptait plus les gobelets en plastique jetés par terre le verre à peine terminé ; les couverts et assiettes jetables pour les événements ; les goodies à foison probablement jamais utilisés ; les avions payés parfois par l'école à des centaines d'étudiants pour se rendre sur des campus situés à Singapour (Essec) ou en Guyane (Mines ParisTech).

Petits pas, mais grande mutation

« Le mode de fonctionnement tout entier de certaines écoles était à repenser », insiste Mathilde, membre du Noise ESCP, entrée dans l'école il y a trois ans, en ayant l'impression que rien ne changerait. Force est de constater que depuis l'année dernière, les choses bougent, souvent sous l'impulsion de ces associations. Du côté de l'administration d'abord. A l'ESCP, le séminaire de rentrée, qui se voulait une découverte des réalités du business, a été remplacé par un forum sur la durabilité. A Mines ParisTech, quatre heures d'enseignement dédiées à l'écologie sont dispensées chaque semaine pendant toute la première année, « un des modules les plus denses », précise une étudiante. Du côté des associations ensuite. L'année dernière, le Noise de l'emlyon a mis en place le label Eco-Fest pour les événements organisés par les associations de l'école, afin de certifier

qu'ils respectent des normes écologiques (gaspillage, produits achetés, profil des sponsors...). Partout, le dialogue est établi et des avancées sont observées. On peut citer les colliers pour suspendre son éco-cup durant les open bars distribués à chaque étudiant à l'ESCP, aux Mines ParisTech, à AgroParis Tech, à Skema, à HEC, à l'ESSEC et à l'emlyon. L'antenne du Noise à Mines ParisTech a réussi à ce que presque tous les repas du week-end d'intégration et de la campagne d'élection pour le BDE soient végétariens et se fassent avec des couverts et assiettes réutilisables. De nouvelles pratiques qui inspirent les autres assos. A AgroParisTech, plusieurs d'entre elles collectent désormais les invendus des marchés et supermarchés pour leurs événements.

Vers plus de regroupements

Pour mieux fédérer les étudiants, des regroupements d'associations pour le climat ont été créés. En plus du réseau Noise, l'année dernière, trois étudiants de Centrale Nantes ont fondé Together for Earth (T4E), qui regroupe maintenant près de 50 associations. L'objectif du collectif : peser hors des murs de l'école, en particulier au niveau local, explique Julie Pasquet, membre de T4E. « A Toulouse, nous sommes plusieurs universités et écoles réunies sous la bannière T4E. » C'est d'ailleurs ensemble qu'elles ont signé une pétition en faveur de la grève pour le climat du 15 mars dernier, soutenue par plusieurs directions d'école.

Photo souvenir du week-end de rencontre Together For Earth en février 2019.

A une échelle plus large encore, le Réseau français des étudiants pour le développement durable (Refedd) regroupe plus de 100 associations et mène depuis 2008 des consultations nationales étudiantes tous les trois ans, pour faire le lien entre les attentes des étudiants et les acteurs institutionnels.

« Vous allez trop vite »

Si les discours sont optimistes, les étudiants ne sont pas naïfs pour autant. « Il reste encore beaucoup d'indifférence parmi les étudiants », se désole Inès. Du côté de l'administration, « dès qu'on veut un changement plus important, on nous dit que l'on va trop vite », regrette Julien Gasc, le président du Noise ESCP. Pour l'instant, nous avons eu de petites victoires, il faut voir plus grand. » Parmi les pistes d'amélioration, les associations interrogées proposent d'inclure un cours fondamental sur l'écologie, d'adapter le programme de chaque matière aux enjeux environnementaux, de limiter les trajets en avion des profs, ainsi que les échanges d'un bout à l'autre de la planète pour toute la promo. Un autre rôle incombe peut-être à présent aux associations pour le climat : traquer les changements de façade. A l'Edhec, dans la vidéo du mois faite par les étudiants, un grand sketch a dénoncé la « rentrée éco-impact » organisée par l'école. « L'asso a filmé plein d'images de gaspillage, de lumières allumées à 3 heures du matin sur le campus, des chauffages à fond alors que les fenêtres étaient ouvertes », raconte Juliette, étudiante en deuxième année. ■



clef de transformation écolo

petite minorité d'établissements au détriment du plus grand nombre », défend Sophie de Tarlé. Traduction : les nouveaux critères écolo du « Figaro » ne compteront pas pour déterminer le rang des écoles dans le prochain palmarès. Ils figureront probablement dans une sélection parallèle, à titre indicatif et sans notation, pour donner une idée générale du degré d'implication écologique des établissements. En creux, on comprend qu'il ne faut pas froisser écoles et universités susceptibles d'être lésées par un tel nouveau calcul. Ou en tout cas leur laisser du temps pour qu'elles s'adaptent. A « L'Etudiant », l'intégration du critère écologique n'en est qu'au stade de la réflexion et ne devrait pas être inclus dans les classements avant 2021. « La prise en compte de ce paramètre engendre des efforts supplémentaires considérables à fournir », plaide son rédacteur en chef Guillaume Lecompte-Boinet. Et de préciser : « Il faudra se rendre dans les campus, pour vérifier que les résultats revendiqués sont bien réels. » Un argument discutable lorsque l'on sait que tous les éléments fournis par les écoles ne peuvent pas être vérifiés, en premier lieu les salaires revendiqués par les jeunes diplômés (qui pèsent par ailleurs fortement dans les notes générales). Néanmoins, chacun fait

valoir une démarche prudente sur ce terrain méconnu : « L'Etudiant » souhaiterait ainsi nouer un partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour crédibiliser son protocole de tests. Et notamment trouver des paramètres d'évaluation pertinents.

Le casse-tête du choix des critères

« Le plus dur est de trouver une série de critères verts qui ne soient pas discriminants », avance Olivier Rollot, ex-directeur de rédaction du « Monde Etudiant ». « Si on valorise la mise en place de cours sensibilisant à la question écologique, on met de côté les établissements en retard sur ce point, mais qui ont par exemple atteint l'objectif zéro déchet ou bâti un campus en bâtiments basse consommation ». Pour cet expert, il est nécessaire de prendre en compte un « vaste spectre d'actions vertes possibles et placer le curseur d'évaluation au bon endroit ». Un équilibre à trouver qui risque de prendre du temps, n'en déplaise aux étudiants qui attendent des actions rapides... Concernant ces fameux critères, des pistes sont évoquées comme le label Développement durable et responsabilité sociale (DD&RS). « Son obtention par les

établissements pourrait constituer un bon point dans un classement intégrant des critères environnementaux », estime Guillaume Lecompte-Boinet de « L'Etudiant ». Créé en 2015, ce label évalue notamment l'ensemble des actions menées par les écoles du supérieur pour se mettre au diapason écologique. Depuis sa création, seuls 27 établissements ont été labellisés, dont quatre cette année (Ecole de biologie Industrielle, IMT Atlantique, Kedge Business School, Université Paul-Valéry Montpellier-III).

Ne pas mélanger écologie et questions sociales ?

Le passage obligatoire du Sulitest pourrait également constituer un critère de mesure. Cette sorte de Toeic du développement durable et de la responsabilité sociale évalue les connaissances des élèves en 30 questions aléatoires puisées dans une vaste base de données. « Le rendre obligatoire jouerait certainement en faveur des établissements souhaitant devenir écoresponsables », juge Olivier Rollot. Un avis que ne partage pas Sophie de Tarlé qui se méfie, avec le Sulitest, du mélange entre actions sociales et environnementales : « Ces deux thèmes n'ont rien avoir. Viser la

parité, ce n'est pas la même chose que réduire ses émissions de carbone. Il faut bien distinguer l'écologie de la responsabilité sociale, si on veut correctement évaluer les établissements. » Qu'ils soient retenus ou non par les auteurs de classements, ces deux indicateurs de bonne conduite environnementale (label DD&RS et Sulitest) ne suffiront pas pour évaluer écoles et universités sur le plan écologique. « Quoi qu'il en soit, avec les grèves lycéennes et les manifestations dans le pays, je ne vois pas comment les établissements pourraient échapper à cette révolution verte », observe Kira Mitrofanoff, rédactrice en chef adjointe de « Challenges ». La journaliste, qui chapeaute la réalisation des classements du magazine, n'exclut pas d'intégrer des critères verts dans ses prochaines éditions... sans pour autant donner davantage de précisions. Il semble que la révolution verte dans les classements français ne soit pas pour aujourd'hui. ■



À SAVOIR
Les critères qui entrent aujourd'hui dans la note des classements sont principalement l'excellence académique, la proximité avec les entreprises, l'insertion et les salaires des jeunes diplômés, et l'ouverture internationale. Rentrent, dans certains cas, en compte les thématique diversité, entrepreneuriat ou encore le budget de l'établissement ou la satisfaction des diplômés.



MON HISTOIRE S'ÉCRICOME... JE LA DÉCIDE.

IL EST TEMPS D'ÊTRE SOI-MÊME.

À l'EM Strasbourg, nous écrivons une nouvelle page de notre histoire en rejoignant la banque d'épreuves Ecricome... Et si vous écriviez la vôtre avec nous ?

Distinguez-vous en étant vous-même. **be distinctive'**



Développement durable : des débouchés à la hauteur des attentes

PERSPECTIVES // Les offres d'emplois dans l'économie verte sont en hausse. Mais les entreprises restent exigeantes, et jugent les jeunes diplômés parfois pas assez formés.

Camille Wong

Ya-t-il assez de jobs dans le développement durable pour tous les étudiants qui le souhaitent ? « Pour l'instant oui, nous confie Frank Deboucq, directeur de Centrale à Lyon. La demande dans ce secteur est croissante et gageons que l'offre continuera à suivre le rythme de la demande. » Dans le sillage du directeur, les recruteurs sont unanimes : le marché est favorable aux candidats. Dans le développement durable, « vous ne pouvez pas être au chômage », assène Justin Longuenesse, CEO d'Imagreen, un cabinet de recrutement spécialisé dans les énergies renouvelables, qui a déjà réalisé 150 recrutements en 2019 (contre 100 en 2018). « Sur quatre offres, deux à trois ont du mal à être pourvues », précise-t-il. Selon les données du ministère de l'Environnement, plus de 530.000 offres d'emploi portaient sur les métiers de l'économie verte en 2018, soit près de 16% de l'ensemble des offres publiées par Pôle emploi sur l'année. « De plus en plus d'entreprises ont pris la mesure de l'enjeu climatique, que ce soit avec l'introduction de la notion de raison d'être par la loi Pacte

ou l'essor des politiques RSE », ajoute Caroline Renoux à la tête de Birdeo, un cabinet de recrutement spécialisé dans le développement durable. Cette année, l'entreprise a publié 200 offres d'emplois, en croissance de 60% par rapport à 2016.

Formations à la peine

Si les métiers techniques sont rois, les fonctions commerciales et support dans le développement durable sont de plus en plus en tension, indiquent les experts. Birdeo a identifié des métiers particulièrement recherchés chez les juniors : analyste gérant climat et consultant spécialisé climat.

« Sur quatre offres d'emplois, deux à trois ont du mal à être pourvues. »

Côté ingénieurs, les énergies renouvelables sont incontournables. « L'éolien, le photovoltaïque, et dans une moindre mesure la biomasse, sont des secteurs porteurs, y compris pour les juniors », complète Jens Bicking, CEO d'Elatos, cabinet spécialisé

dans les métiers de l'environnement et de l'énergie. Cependant, manquent à l'appel des jeunes formés à toutes ces expertises. « Le développement durable n'est pas suffisamment intégré dans les formations. Beaucoup de jeunes font de la finance par exemple, sans apprendre l'ISR (investissement socialement responsable). Beaucoup font du marketing, mais on ne leur dit pas comment faire du marketing durable », tacle Justin Longuenesse. Les entreprises peinent à recruter, faute de profils qualifiés sur le marché et aussi en raison d'exigences trop élevées. Elles ont tendance à se focaliser sur des profils avec au moins cinq ans d'expérience. Pourtant, une formation en interne peut parfois suffire. « Sur les hard skills, on n'a pas réinventé grand-chose. Toutes les compétences techniques sont déjà présentes dans l'industrie, quand on travaille dans une centrale gaz ou à l'exploitation de centrales éoliennes, un ingénieur électrique dispose des mêmes compétences », précise Justin Longuenesse, qui pointe plutôt les soft skills : les recrues doivent faire preuve d'agilité, être capables de s'intégrer dans des sociétés plus petites comme des start-up ou des PME et, de fait, être polyvalents et capables

Le chiffre

23,7%

C'EST LA PART DE JEUNES DIPLÔMÉS des grandes écoles de commerce qui déclarent exercer une mission qui intègre l'aspect RSE, selon la Conférence des grandes écoles (2019). Ils sont seulement 10% chez les ingénieurs.

de jongler avec les projets. Restent les salaires, parfois trop bas par rapport aux attentes des diplômés des grandes écoles. « Certains candidats ont des requêtes complètement irréalistes, en demandant à leur sortie d'école 45.000 euros brut annuel », indique Caroline Renoux, qui constate néanmoins ces dernières années une hausse moyenne de 10 à 15% des salaires dans le secteur.

Des salaires qui s'équilibrent

Dans la dernière enquête rémunération de Birdeo, un chargé de mission ou chef de projet RSE/développement durable en entreprise peut espérer gagner 39.000 euros brut annuel (hors variable) ; un responsable RSE 61.000 euros ; un directeur 105.000 euros. Imagreen, quant à lui, précise qu'un commercial junior peut espérer toucher, en Ile-de-France, entre 28.000 et 30.000 euros de salaire fixe. Les profils financiers sont bien mieux lotis : de 38.000 à 40.000 euros pour des juniors. Dans les énergies renouvelables, la dernière enquête de Greenunivers pointe que les jeunes cadres ingénieurs « avec pas, ou très peu d'expérience, peuvent parfois négocier des salaires bruts annuels très attractifs, proches des 40.000 euros ». ■

EXPLORE Travel MORE

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE

DIPLÔME VISÉ BAC+5
GRADE DE MASTER

BACHELOR MANAGEMENT INTERNATIONAL

DIPLÔME VISÉ BAC+3

AMBI U2



OLD SCHOOL • YOUNG MIND*

De retour de son année à Boston, elle sera bilingue et saura s'adapter à d'autres façons de vivre et de penser. Grâce à ses deux campus internationaux à Dublin et Oxford et à ses 200 universités partenaires à l'étranger, l'EM Normandie fournit à chacun les clés pour mieux comprendre le monde et y trouver sa place.



CAEN • LE HAVRE • PARIS • DUBLIN • OXFORD

em-normandie.com

Pour beaucoup de jeunes diplômés, la carrière passe avant la planète

TÉMOIGNAGES // Être sensible aux enjeux environnementaux ne veut pas dire vouloir nécessairement exercer un métier vert. Nous avons parlé à ceux qui assument ce choix. Ce qui ne les empêche pas de se faire parfois des nœuds au cerveau...

Camélia Echchihib

Comment les étudiants choisissent-ils leurs employeurs ? Dans leurs critères, la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise n'arrive qu'en 34^e position sur 40, indique la dernière enquête Universum auprès des étudiants de grandes écoles. De manière générale, « ils choisissent des entreprises peu associées à l'éthique mais qui les attirent professionnellement », peut-on lire dans le rapport. Parmi les 100 entreprises qui font rêver les étudiants en grande école, on retrouve des employeurs avec des activités particulièrement polluantes, que ce soit dans l'aviation (Air France ou Airbus), le secteur automobile (Volkswagen, récemment touché par le « dieselgate ») ou encore dans l'énergie (Shell ou Total). Circulez, il n'y a rien à voir ? Pour les jeunes diplômés, rejoindre ces entreprises, ou exercer un métier traditionnel dans un milieu éloigné du développement durable, n'est pas forcément en contradiction avec le fait d'avoir une conscience écologique. Ou du moins, ils font au mieux pour gérer cette contradiction apparente.

Séparer vie professionnelle et vie personnelle

Pour Caroline, on peut compartimenter la sphère professionnelle et personnelle. Diplômée de Dauphine, elle travaille depuis cinq ans chez Air France-KLM. Le groupe lui a permis d'exercer dans le domaine des relations humaines, à l'étranger et en France, puis d'évoluer vers un poste dans la logistique. Cette diversité d'opportunités lui plaît beaucoup... malgré l'empreinte carbone que l'entreprise peut laisser. Pourtant, la jeune femme se décrit comme sensible à l'écologie dans sa vie quotidienne. « Je fais attention au tri des déchets, aux produits que j'utilise, à la réduction du plastique... C'est là que j'ai l'impression d'avoir un impact. » En revanche, au niveau de son entreprise, elle estime ne pas avoir de levier direct, même si, rappelle-t-elle enthousiaste : « Air France a décidé de renouveler progressivement sa flotte avec des avions moins polluants, pour répondre à l'«air plane bashing». » Ce qui pose surtout un problème à Caroline, c'est le fait de devoir prendre sa voiture tous les jours pour se rendre au travail. « Air France essaye de nous encourager à faire du covoiturage, mais c'est difficile à mettre en place », regrette-t-elle. « Travailler dans une entreprise qui a une activité polluante, ça, je peux faire avec. En revanche, si je dois ajuster mon mode de fonctionnement personnel, c'est-à-dire avoir une voiture, ça, c'est plus difficile par rapport à ma conscience personnelle », résume la jeune femme. Selon une enquête des Décodex du « Monde », la voiture individuelle pollue plus que tous les autres modes de transport réunis : elle est responsable de près d'un sixième des émissions

de gaz à effet de serre en France. Les transports sont un vrai sujet d'écologie en entreprise. Pauline*, diplômée de Supélec et de Dauphine il y a quatre ans, a été contrainte de prendre l'avion très souvent dans le cadre de son travail de consultante en stratégie. « Je n'aurais pas remis en cause mon projet de vie à cause de mon empreinte carbone », affirme la jeune femme qui fait toujours du conseil mais désormais au sein d'un groupe de médias. « J'aimais mon métier, et ces trajets en faisaient partie intégrante. » En revanche, elle souligne les excès auxquels s'adonnent les consultants en matière de dépenses et de consommation inutiles. « Dans ce milieu, on est à l'opposé de la sobriété écologique à laquelle on est appelé en ce moment. Personnellement, j'ai commencé par supprimer tout ce qui m'apportait un confort marginal. Je refusais toujours de prendre les taxis auxquels nous avions droit, même quand je finissais tard, ou pour aller à l'aéroport. Je prenais le métro. » Arnaud*, banquier d'affaires, estime, lui aussi, que l'avion est indispensable pour mener à bien son travail. « On a des journées très intenses, très longues. Si je prenais le train, cela m'enlèverait trop d'heures de travail. On a aussi essayé de faire nos réunions par téléphone, avec nos clients, mais échanger à 24 via Skype, ça ne fonctionne pas. Et on ne veut pas non plus déshumaniser la relation. En termes d'efficacité, la présence il n'y a rien de mieux. »

Le chiffre

40%

C'EST LA PART DE JEUNES DIPLÔMÉS d'écoles de commerce qui travaillent dans le conseil et la banque juste après leur diplôme. Côté ingénieurs, le conseil domine aussi, suivi de l'industrie des transports, l'informatique et la construction, selon la Conférence des grandes écoles.

« Tu es moins enclin à faire des efforts, surtout quand tu termines à 2 heures du matin. »

Contrairement à Pauline, il a la conscience beaucoup plus tranquille sur le reste. Se décrivant comme quelqu'un de sensible à la cause écologique, il ne se voyait pas travailler pour un groupe pétrolier en sortant d'HEC en 2016. Ne pas aller vers ce type d'entreprise, c'est déjà, pour lui, avoir un impact positif sur l'environnement. Peut-être plus important encore que les « petits gestes du quotidien » que tente d'instaurer son employeur comme réduire la consommation de plastique, par exemple. « J'accepte de le faire, mais c'est contraignant, il faut être honnête. Ne pas utiliser les couverts en plastique, mais les vrais couverts de la cafétéria, cela demande deux allers-retours supplémentaires, de mon bureau à la cuisine. Et dans une journée où tu comptes vraiment les minutes, tu es moins enclin à faire des efforts, surtout quand tu termines à 2 heures du matin. Je suis prêt à changer certaines de mes habitudes, mais je n'ai pas le temps d'être à l'origine du changement. Ce n'est pas mon métier », se défend Arnaud. Troquer un peu de son confort ou de sa productivité pour protéger l'environnement n'est pas encore une évidence pour tous. Encore moins un choix de carrière dominant. ■

* Les prénoms ont été modifiés.



LES GENS NE SONT PAS SOUVENT PRÊTS À PRENDRE DES RISQUES POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

Amin, 20 ans, étudiant à Panthéon-Sorbonne, est l'un des grévistes rencontrés lors de la dernière mobilisation mondiale pour le climat.

Cheveux blonds, regard déterminé, Amin est venu manifester lors de la dernière grève pour le climat, le 20 septembre dernier, avec un groupe d'une dizaine d'amis, étudiants comme lui en science politique à l'université Panthéon-Sorbonne. Le jeune homme ne mâche pas ses mots quand il s'agit de parler d'écologie. Très engagé à gauche, il espère que la grève aboutira « à une démocratie telle qu'elle a pu exister après la Révolution française, avec plus de représentativité et des débats permanents ». Il dénonce la tiédeur des discours actuels, même ceux de la figure de proue des

mouvements FridaysforFuture, Greta Thunberg.

« Je lui suis très reconnaissant, elle arrive à rassembler beaucoup de monde mais pour moi, elle insiste trop sur le clivage jeunes/vieux et pas assez sur le fond du problème : le système. Ce ne sont pas les gens lambda qui émettent le plus de CO₂ ! »

Étudiant dans une fac pas assez mobilisée à son goût, Amin est fier d'avoir réussi à bloquer l'un des bâtiments de Paris-I le 15 mars dernier, date de la plus grosse mobilisation en faveur du climat à ce jour. « Nous étions 200 personnes à partir à la marche, c'est la première fois depuis que je suis à la fac que je voyais une mobilisation de cette ampleur ! » Et le jeune homme de nuancer son enthousiasme : « De manière générale, les gens ne sont pas souvent prêts à prendre des risques pour changer la société. »

Julianne Rabajoie-Kany

Ils choisissent des entreprises peu associées à l'éthique mais qui les attirent professionnellement. »

RAPPORT UNIVERSUM 2019



SKEMA GRANDE ÉCOLE

ThinkForward

GLOBAL
SKEMA 6x6 : Possibilité d'effectuer les 6 semestres du programme sur 7 campus différents

INTERNATIONAL
7 campus en France, Afrique du Sud, Brésil, Chine et USA + 100 universités partenaires dans le monde

SPÉCIALISÉ
+50 spécialisations et doubles compétences

INTERCONNECTÉ
45 000 diplômés dans le monde
2 500 entreprises partenaires

RECONNU
Classé dans le top 10 français et le top 25 mondial

FRANCE | AFRIQUE DU SUD
BRÉSIL | CHINE | ÉTATS-UNIS

WWW.SKEMA-BF.FR

Montpellier
Business
School
since 1897

EQUIS

ACCREDITED

SALUÉE POUR SES VALEURS, SON OUVERTURE
ET SON ENGAGEMENT RSE,
**MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL REJOINT
LE CERCLE RESTREINT DES 1% DE BUSINESS SCHOOLS
DANS LE MONDE DOTÉES DE LA TRIPLE COURONNE**

Making a difference*



montpellier-bs.com